

Résumé analytique

La bonne performance réalisée en 2012 et 2013 par la Côte d'Ivoire a créé un environnement favorable à la conduite d'un certain nombre de réformes économiques, institutionnelles et sociales. Des réformes administratives sont menées pour renforcer les capacités de l'Etat et améliorer l'efficacité de l'intervention publique. En outre, le gouvernement a accéléré la mise en œuvre des réformes structurelles visant à dynamiser les filières de production du café-cacao, des hydrocarbures, de l'énergie et des produits miniers. L'assainissement du cadre des finances publiques et la révision du code des investissements publics ont contribué à l'amélioration du climat des affaires comme en témoigne le bond réalisé par la Côte d'Ivoire en 2013 au classement Doing Business du 177^{ème} au 167^{ème} rang sur 185 pays évalués.

Au plan social, les mesures générales de lutte contre la vie chère accompagnées des mesures ciblées d'assistance directe aux victimes de guerre, aux pauvres et aux plus vulnérables devraient permettre d'améliorer les conditions de vie des populations. Ainsi la politique de distribution de kits scolaires a été conduite sur l'ensemble du territoire en 2012-2013. La politique de gratuité des soins de santé instaurée d'avril 2011 à janvier 2012 a connu une forte adhésion de la population. Cette politique qui a coûté plus de 30 milliards de FCA à l'Etat sur la période se poursuit avec des actions ciblées à l'endroit de certaines franges de la population dont les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Toutefois, les effets de la croissance économique et les efforts consentis en matière de transformation socio-économique et de développement accéléré semblent être diversement appréciés. Pourquoi certaines franges de la population ne perçoivent-elles pas les effets de la croissance malgré les efforts réalisés par le gouvernement ? Quelles sont alors les actions à mettre en œuvre pour que la forte croissance soit suffisamment ressentie par les populations ?

Cette étude a analysé les raisons pour lesquelles la population semble ne pas ressentir les effets de la croissance économique récente en Côte d'Ivoire afin de mieux orienter les politiques économiques. De façon spécifique, il s'est agi de:

- Faire une revue de la contribution des secteurs d'activités à la croissance économique en Côte d'Ivoire;
- Examiner l'impact de la croissance des secteurs d'activité sur le bien-être de la population;
- Examiner l'impact des politiques économiques sur les conditions de vie de la population;
- Analyser le coût de la vie et ses effets sur la perception de la croissance économique en Côte d'Ivoire;
- Étudier la corrélation entre les performances économiques récentes et la réduction de la pauvreté.

Cette étude utilise une méthodologie qui s'articule autour d'une revue documentaire et des enquêtes de terrain. La revue documentaire a consisté à exploiter les rapports d'études et des données secondaires provenant d'institutions publiques (MPMEF, MPMB, INS, MIE, etc.) et

d'institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, PNUD, etc.). Les enquêtes de terrain comprennent une enquête qualitative et une enquête quantitative. L'enquête qualitative a consisté en la réalisation d'entretiens individuels semi-structurés et des discussions de groupes (*focus groups*) avec des dirigeants d'organisations de la société civile et des personnes représentatives des différentes couches sociales de la population. L'enquête quantitative est basée sur la méthode des quotas (méthode empirique) qui est utilisée pour la constitution de l'échantillon. C'est un sondage d'opinions. Nous avons dans un premier temps considéré toutes les 10 communes d'Abidjan. Dans chaque commune, nous distinguons trois types de quartiers : les quartiers de haut standing, de moyen standing et de bas standing ; et nous avons retenu un quartier dans chaque catégorie. Cependant, cette distinction n'a pas été appliquée à la commune du Plateau et aux Villages d'Anyama, Songon et Bingerville en raison des difficultés à différencier les quartiers.

L'analyse statistique appliquée à des données d'enquêtes qualitatives et quantitatives (réalisées à Abidjan) ainsi qu'à des données secondaires, a révélé que dans leur majeure partie les populations en Côte d'Ivoire, quoique percevant les actions du gouvernement, ne tirent pas profit ou ne bénéficient pas encore directement des fruits de la croissance économique forte réalisée au cours des deux dernières années.

Les besoins prioritaires évoqués (alimentation, santé, emploi, logement, éducation) au-delà du fait qu'ils sont des besoins dits primaires, expriment un type particulier de rapport entre les populations ivoiriennes et l'Etat. Ces besoins traduisent une protection sociale et une solidarité institutionnelle insuffisantes.

Plusieurs facteurs fondamentaux permettent d'expliquer ces perceptions. (i) La croissance en Côte d'Ivoire est tirée par des secteurs à faible intensité de main-d'œuvre qualifiée et durable ; (ii) la croissance économique est tirée par des secteurs à faible productivité ; (iii) le ciblage des pauvres dans l'exécution des dépenses pro-pauvres semblent peu pertinent ; (iv) les PME-PMI souffrent d'un faible dynamisme au cours des dernières décennies ; (v) le coût de la vie en augmentation affaiblit le bien-être des populations ; (vi) les populations sont insuffisamment impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales ; (vii) il existe un déficit de suivi et contrôle des actions de l'Etat.

Pour améliorer l'influence de la croissance économique sur les conditions de vie des populations, l'on devra :

- (i) Renforcer le suivi et le contrôle sur le terrain des mesures et actions sociales de l'Etat ;
- (ii) Améliorer la productivité des secteurs moteurs de l'économie ivoirienne ;
- (iii) Sensibiliser davantage les populations et les leaders d'opinion sur leurs propres responsabilités dans la traduction des politiques publiques en bien-être des populations ;
- (iv) Renforcer les capacités des associations de consommateurs pour qu'elles servent de relais en vue d'amener les groupes sociaux à assumer leurs propres responsabilités et d'avoir une meilleure connaissance des mécanismes de production du bien-être ;
- (v) Renforcer la politique de lutte contre la pauvreté et développer un système de protection sociale effectif ;

(vi) Pour que les populations pauvres profitent pleinement de la performance économique constatée depuis 2011, le gouvernement ivoirien devra intensifier l'investissement dans les infrastructures sociales en milieu rural et dans les milieux urbains défavorisés.

(vii) Mettre en place des politiques (d'offre, de concurrence ou des mesures fiscales) efficaces en faveur de la maîtrise des prix des produits et biens de première nécessité (alimentation, logement, santé, éducation ; transport) ;

(vii) Veiller à l'équité dans l'accessibilité à l'emploi.

(viii) Mettre en place des systèmes de transferts directs qui pourront viser au même moment l'investissement des populations dans l'accroissement du capital humain (éducation, santé) et l'amélioration du cadre de vie ;

(ix) Promouvoir la compétitivité des PME-PMI ;

(x) Développer une recherche scientifique diversifiée et novatrice.